



PARK IN-KOOK

Président de la Korea Foundation for Advanced Studies

Bonjour. Je suis ravi de livrer la synthèse de l'Atelier sur la Chine. Nous avons eu six intervenants exceptionnels – trois venus de Chine, un des Etats-Unis, un de France et un de Corée.

Pour la Chine: JIA Qingguo, doyen de la faculté de politique étrangère à l'Université de Pékin ; Zhang Yunling, directeur du CASS, l'Académie Chinoise des Sciences Sociales, et Mr. Qiao Yide, directeur de la Fondation de Recherche et Développement de Shanghai.

Pour les Etats-Unis, nous avons le Professeur Richard Cooper de l'Université d'Harvard. BARK Taeho quant à lui a été Ministre du Commerce en Corée et enfin Michel Foucher, qui a servi de conseiller chargé des affaires politico-stratégiques au Ministère des Affaires Etrangères en France.

En tant que président de séance, j'ai proposé et distribué quatre sujets principaux comme base de réflexion, car la question de la Chine, comme vous le savez, est trop diverse et avec bien trop de ramifications. Ces quatre sujets étaient : les aspects caractéristiques de la relation sino-américaine, avec un intérêt particulier pour le récent sommet entre les présidents Xi Jinping et Obama. En deuxième, l'Initiative de la Nouvelle Route de la Soie ou « Une Ceinture Une Route » (OBOR), ses implications et relations avec la BAII. Le troisième point était le crash du marché financier chinois de l'été dernier et son impact – était-ce juste une tempête dans un verre d'eau ou le début d'un long tunnel ? Le dernier sujet était l'internationalisation du Renminbi, la monnaie chinoise, et le futur de l'interconnexion du commerce.

A présent, la région Asie-Pacifique est divisée en deux blocs: le PTP dirigé par les Etats-Unis et le RCEP dirigé par la Chine.

Concernant le premier sujet, l'une des principales questions en suspens quant à l'ascension de la Chine est de savoir si les Etats-Unis et la Chine sont destinés à tomber dans le Piège de Thucydide. Est-ce que les inquiétudes américaines quant à la puissance grandissante de la Chine vont évoluer vers l'animosité ou même un conflit armé ?

En dépit des tensions navales grandissantes dans le sud de la mer de Chine, les experts chinois ont conclu que l'évolution vers un conflit armé est peu probable. On compte toujours plus d'opportunités de coopération que de confrontation. Nous avons longuement discuté de la viabilité à long terme de cette vision optimiste, car à l'heure actuelle, les Etats-Unis possèdent une supériorité navale incontestée, mais peut-être que d'ici 20 ou 30 ans, la situation va changer. Cependant les intervenants chinois ont insisté sur le fait qu'il est très peu probable que les deux pays soient tentés de recourir à un conflit armé.

En outre, lors du sommet de Washington en septembre dernier, les présidents Xi Jinping et Obama se sont mis d'accord pour améliorer la sécurité air-air et la communication de crise, ainsi que pour établir d'autres mesures de ce type qui visent à construire la confiance et à diminuer les tensions militaires à long terme.

Nous nous sommes également arrêtés sur le fait que la Chine et les Etats-Unis semblent avoir trouvé un terrain d'entente dans l'arène multilatérale mondiale – en particulier dans le domaine de la lutte contre le cybervol contre les cibles du secteur privé ainsi qu'une certaine coordination sur les problèmes d'environnement.

En tant que président, j'ai mentionné la coordination spécifique entre les Etats-Unis et la Chine lors des négociations de la COP21. Il y a 6 ans, lors de l'échec de la COP 15 à Copenhague, les Etats-Unis et la Chine étaient des obstacles à l'établissement d'un accord final. Mais la situation est différente à présent, les Etats-Unis et la Chine seront des locomotives dans l'adoption d'un cadre contraignant pour diminuer les émissions de CO2 à la COP 21 de Paris le mois prochain.



Certains intervenants ont argumenté, à propos du « nouveau type de relations entre les grandes puissances » lors du récent sommet, que même si le Président Obama n'a fait aucun commentaire direct sur le concept, il n'en reste pas moins qu'il mérite notre attention. Dans ce sens, en tant qu'intermédiaire entre la Chine et les Etats-Unis, j'ai suggéré que ce concept est important car il a été suggéré en premier par la Chine. C'est différent des très connues « parties prenantes du G2 » ou du « Consensus de Pékin », qui sont des termes inventés par le reste du monde. Et il y a eu une sorte d'accord tacite sur le fait que ce type de nouvelles relations prouve l'envie du Président Xi Jinping d'une ascension paisible et responsable de la Chine.

En deuxième, le projet ambition du Président Xi, "Une Ceinture une Route" ("一帶一路"), ou la Nouvelle Route de la Soie, et ses relations avec les nouvelles institutions financières comme la BAI. Les intervenants chinois ont insisté sur le fait qu'une telle initiative pouvait créer de nouvelles opportunités de croissance économique mondiale, en particulier pour les pays voisins qui souffrent de pauvreté chronique.

Les pays en voie de développement représentent la moitié du PIB mondial, mais nombre de ces pays n'ont pas les infrastructures pour une croissance durable. Et les institutions financières internationales existantes n'ont pas la capacité suffisante pour soutenir ces projets d'infrastructure – voici l'argument principal de la Chine.

En tant que président, j'ai soumis quelques questions additionnelles quant à la faisabilité de la Nouvelle Route de la Soie – c'est-à-dire la mobilisation de sommes astronomiques pour l'investissement. Même si la BAI a réussi à réunir les fonds de départ, même avec la participation constante de l'Europe, de l'Inde et de la Russie, le montant total des fonds garantis est de 100 milliards de dollars. Pour mettre en place l'ensemble du projet, il faut en gros 900 milliards de dollars. Il y a donc un énorme fossé entre le montant désiré et le montant garanti. La troisième question est de savoir comment on peut assurer la sécurité et la sûreté d'une connexion sur une telle distance dans les régions les plus volatiles comme les zones contrôlées par ISIS. Et la compatibilité entre la BAI et les institutions financières de développement internationales comme la BAD et la Banque Mondiale.

En réponse, certains intervenants chinois ont fait remarqué que l'OBOR est un cadre très flexible et pragmatique sans agenda ni architecture prédéterminés ou préétablis, ce qui signifie que la Chine reste ouverte à un éventail d'idées, de schémas et de structures diverses. Et ce n'est pas un projet à court ou même moyen terme. C'est un projet à très long terme, qui va prendre jusqu'à un siècle.

En Europe, la décision du Royaume Uni de rejoindre la BAI a déclenché une avalanche de participations européennes. Donc nous avons parlé des différentes options connectant l'Europe et la Chine. Nous n'avons pas pu arriver à une conclusion concrète sur la meilleure façon de relier les deux – mais nous avons ouvert l'espace pour de plus amples discussions sur la mise en place ou la matérialisation de ces idées.

Troisièmement, il y a eu des tonnes de prévisions variables sur le futur de l'économie chinoise après le crash de la bourse de Shanghai l'été dernier. Qu'est-ce qui a causé ce crash ? Une des raisons peut avoir été les doutes quant aux perspectives à long terme de la Chine en termes de croissance durable.

Dans ce contexte, notre panel s'est particulièrement intéressé au fait que le président Xi Jinping a clarifié, dans les suites de la 5ème session plénière du 18ème Comité Central CPC du Parti Communiste Chinois qu'une croissance annuelle de 6,5 % était nécessaire pour "construire une société modérément prospère" d'ici 2020.

Les intervenants chinois ont expliqué que la Chine essaie d'opérer une transformation stratégique d'une économie orientée à l'export vers une nouvelle économie de consommation allié à des mesures de réformes ayant pour but d'atteindre une « nouvelle norme » de croissance stable. Et même si la croissance chinoise continue à faiblir, ce n'est pas forcément un signe d'échec de la politique du gouvernement chinois.

Après trois décennies de croissance annuelle de 9,7 %, une "nouvelle norme" de taux de croissance à 6,5 % peut ressembler à une récession. Mais en toute objectivité, ce n'est pas le cas.

Et puis nous avons eu des projections diverses sur le futur de la croissance économique chinoise, issues des deux extrêmes du spectre.



Premier cas: même si la PPA est un concept très controversé, le FMI a déclaré que la Chine a dépassé les Etats-Unis en termes de PIB basé sur la PPA en 2014. Mais en face, certains participants ont mis en avant six raisons structurelles au déclin économique constant de la Chine. Les deux parties sont d'accord pour dire que chacun des arguments est valable, et que ce genre d'argumentation diversifiée mérite plus d'études et de discussion.

Quatrièmement, la Chine semble faire des progrès significatifs pour l'internationalisation du Renminbi, la monnaie chinoise.

Dans tout juste 8 jours, le FMI va formellement décider lors de sa revue quinquennale si oui ou non le RMB va être inclus dans le panier des DTS.

Au final, la décision sera basée sur le fait de savoir si la Chine remplit deux critères: être un « exportateur majeur » avec une monnaie « utilisable librement », ce qui veut dire qu'elle devra être utilisée et échangée largement dans le monde.

Un de nos intervenants chinois a fait remarquer qu'il y a un sérieux manque d'information sur la réforme et les mesures financières chinoises. Son intervention était très éloquent et il a donné des exemples convaincants. Mais dans le même temps, un de nos conférenciers a indiqué que seulement 3 % du marché boursier chinois est ouvert aux étrangers, ce qui crée une résistance psychologique à reconnaître le RMB comme monnaie de réserve. Les experts chinois ont reconnu qu'il allait falloir beaucoup de temps pour ouvrir le marché, mais que la Chine allait prendre des mesures visibles dans ce sens d'ici 2020.

Puis nous avons eu une discussion finale sur l'ATP et l'interconnexion commerciale parmi les états de la région. Le panel a reconnu que l'ATP est la pierre angulaire de la politique américaine de rééquilibrage envers l'Asie. La spécificité de l'ATP ne sera pas seulement l'augmentation des échanges de marchandises, mais aussi de services, d'agriculture, d'investissement étrangers et de marchés publics.

Ensuite, nous avons entendu certains panelistes reconnaître qu'il y avait une distinction claire entre les traditionnels accords de libre-échange et l'ATP. Puis, certains intervenants ont exprimé le fait que, sur la base des inestimables leçons de l'accession de la Chine à l'OMC il y a 14 ans, la Chine devrait utiliser cette chance – l'ATP – de promouvoir et accélérer les réformes domestiques sous diverses formats.

L'atelier a également noté que la Chine a sous-entendu la possibilité de rejoindre l'ATP, même si certains experts ont franchement avoué que ça allait prendre très longtemps. Mais la plupart des participants se sont mis d'accord sur le fait que, à long terme, le meilleur scénario serait de rejoindre l'ATP et que les Etats-Unis rejoignent la BAI.

Je vais m'arrêter là. Merci.